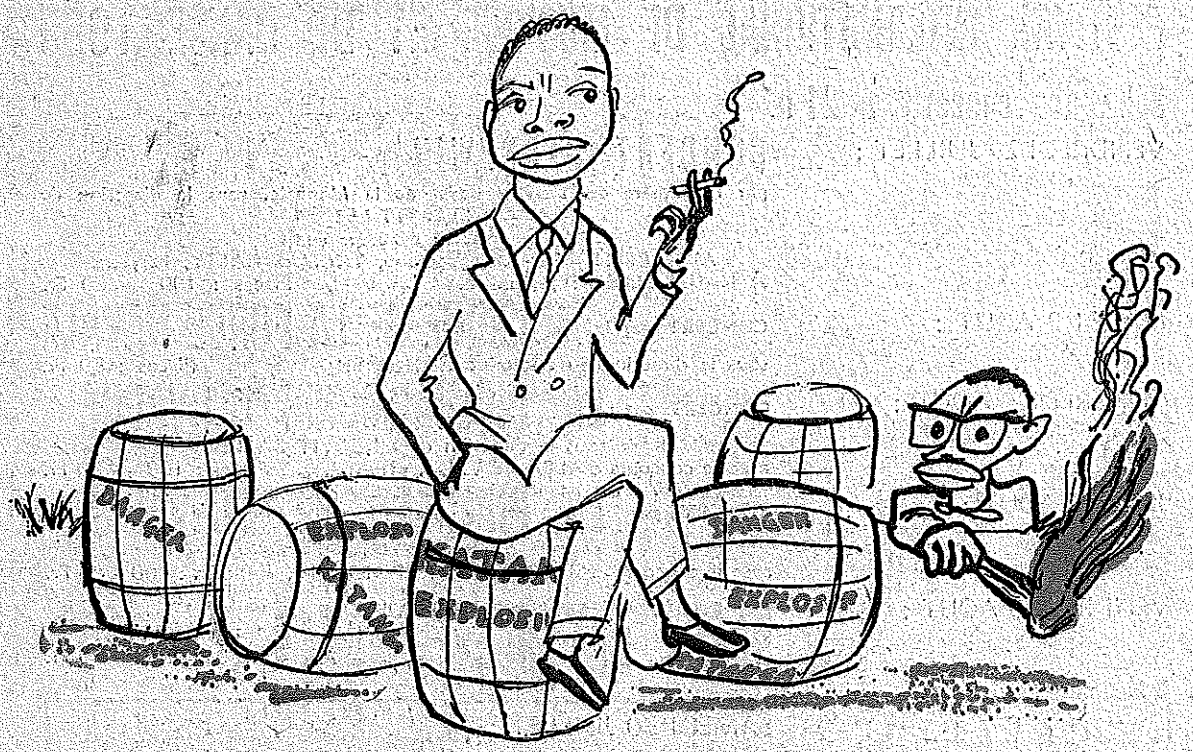
50e Année ★ N° 2174 **HEBDOMADAIRE : 10 FRANCS** Vendredi 29 Juillet 1960

Pourquoi Pas?

M. Moïse Tshombé

KATANGA : quitte ou double !



Pour vous informer le plus complètement et le mieux possible et vous fournir un large panorama des diverses situations créées par le drame congolais, « Pourquoi Pas ? » a envoyé quatre rédacteurs en Afrique : Pierre Davister, Philippe Toussaint, Jean-Louis Schmit et Georges Demaître.

TROIS faits essentiels dominent, cette semaine, l'évolution du drame congolais. D'abord, ce que malgré tout, en dépit même de ses déclarations apparemment déçues lors de son retour de New York, on peut appeler le succès de M. Pierre Wigny au Conseil de Sécurité.

Ensuite le voyage de Patrice Lumumba aux Etats-Unis et au Canada ainsi que — surtout — la révélation de l'accord que le premier ministre congolais a passé avec le financier Detwiler et son groupe, la CIMCO, pour un montant de cent milliards de francs belges s'étalant sur cinquante ans.

Enfin, la volonté de plus en plus affirmée de M. Moïse Tshombe non seulement de faire reconnaître l'indépendance de la république du Katanga, mais encore de l'inscrire dans un contexte fédéraliste groupant, en fin de compte, toutes les provinces qui préféreraient cette formule à celle d'un Congo unitaire.

Examinons ces faits un à un.

Pourquoi estimons-nous que l'exposé de M. Wigny aux Nations-Unies s'est soldé par un succès ?

Pour trois raisons :

1. Si injuste, voire si aberrant que cela paraisse, la Belgique répondait devant le Conseil de Sécurité

d'une agression à l'endroit du nouvel Etat congolais. Or, le Conseil n'a pas retenu ce point de vue de juridisme pur défendu par l'U.R.S.S. Nous n'avons pas été jugés agresseurs, mais considérés, au contraire, comme assurant une mission de protection des personnes et des biens, comme agissant en somme en état de légitime défense. Plusieurs délégations — dont la délégation française avec un accent particulièrement chaleureux et amical — l'ont explicitement déclaré.

2. De ce fait, non seulement l'U.R.S.S. a-t-elle dû abandonner sa motion, mais encore, en définitive, a-t-elle, elle aussi, voté la motion Tunisie-Ceylan dont les termes modérés recueillaient ainsi l'unanimité du Conseil. Ce dernier, pour « rapidement » qu'il prescrivît à nos troupes de quitter le territoire congolais, leur reconnaissait le droit de demeurer aussi longtemps que la relève des casques bleus n'aurait pas été efficacement effectuée. (1)

3. Jamais, au cours de ce débat, ne furent pris en considération le pouvoir prétendu du gouvernement de M. Lumumba et les garanties qu'il réitérait d'assurer lui-même l'ordre public et la sécurité de la présence européenne.

Succès donc, répétons-le, si l'on accepte — comme on est bien obligé de le faire — de poser le problème congolais en termes de politique internationale et pas seulement en tant que tragédie humaine.

On est bien obligé de le faire, disons-nous...

L'intervention de l'Américain Detwiler ne nous laisse vraiment pas le temps du choix!

Oh! certes, on nous dit bien que ce M. Detwiler est un financier chimérique, plus célèbre par ses échecs que par ses réalisations et qui s'est fait, en quelque sorte, une spécialité du projet grandiose avorté. Il n'empêche que l'énormité et la durée de l'aide promise par la CIMCO doivent faire réfléchir.

Qui nous dit que ce nouveau Barnum, même s'il

---

(1) Justement, quant à l'efficacité des casques bleus, on lira avec émotion les précisions que nous donnons en page 16, sous le titre : « **Inutiles S.O.S.** ». Qu'on soit bien convaincu qu'il ne s'agit pas, en signalant ces insuffisances tragiques, de vouloir justifier le maintien à tout prix de nos fils au Congo. Mais devant ces faits bouleversants — que nous confirme notre envoyé spécial Philippe Toussaint (voir page 33) — comment ne pas se rendre à l'évidence ? Si l'O.N.U. reste passive et ne modifie pas ses méthodes d'intervention, ces indispensables missions de sauvetage, c'est nous qui devons de toute urgence les remplir.

Pourquoi Pas ?

FONDATEURS :
L. Dumont-Wilden
G. Garnir
L. Souguenet

GERANT : **Raymond Naegels**

Rédacteur en chef : Jean Welle

ADMINISTRATION :
BOULEVARD EMILE JACQMAIN, 95, BRUXELLES 1

★

REGISTRE DU COMMERCE BRUXELLES N° 199.17

ABONNEMENTS

BELGIQUE — GRAND-DUCHE :
De ce jour à fin décembre 1960 : **200 francs**
ETRANGER :
12 mois : **500 francs** — 6 mois : **260 francs**

TELEPHONE (tous services) : former uniquement le
18.13.40 (10 lignes)

★

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX N° **166.64**

KATANGA : ENCORE UN QUITTE OU DOUBLE	9
Le petit pain du jeudi	13
Les miettes de la semaine	14
LE TERMINUS DE LA PITIE (II)	25
Un bock avec...	26
LA BELGIQUE DEVANT LE CONSEIL DE SECURITE	28
LE CONGO A VOUS FENDRE LE CŒUR	33
Au bonheur des dames	39
Echec à la dame	49
Les gaietés de la semaine	50
Le papier à musique	55
Changeons de disque	57
Entre cour et jardin	59
Le bois sacré	60
Au Palais	62
Les propos de Diogène	64
Journal d'un journaliste	67
Le coin de l'automobiliste	71
Cent lignes contre la montre	74
PETIT IMPRECIS D'HISTOIRE OLYMPIQUE (II)	75
Ailes et nous	77
LE PONT AERIEN EN SENS INVERSE	78
QUI ETAIT ANDRE RYCKMANS ?	81
Ici l'onde	83
Vendredi sur l'écran	84
Bruxelles ma grand-ville	87
Paris potins	89
Le dialogue de la semaine	92
On nous écrit	96

a agi à titre personnel, avec la rapidité justement qui caractérise l'entreprise privée, ne sera pas bientôt cautionné, voire relayé par le gouvernement des Etats-Unis ? Nous n'en voulons pour indice, sinon pour preuve, que la réaction des milieux officiels américains de Léo qui, apprenant la nouvelle, se sont déclarés « à la fois surpris et satisfaits »... Fort édifiants sont aussi l'accueil à bras ouverts réservé par Washington à M. Lumumba et l'annonce de l'aide substantielle consentie, sous diverses formes, par le gouvernement américain au Congo.

On sait qu'en annonçant la signature de son mirobolant contrat, M. Detwiler nous a rendu le service d'ajouter que c'était tant pis pour les compagnies belges qui avaient quitté le navire... Pour notoirement fausse que soit cette remarque vexatoire, elle nous rappelle, en ces heures cruciales, que le Congo indépendant fait l'objet de furieuses convoitises aussi bien de l'Ouest que de l'Est, aussi bien financières qu'idéologiques.

Il appartient aux intérêts belges engagés dans l'ensemble du Congo et particulièrement dans le projet d'Inga qui semble être le premier objectif de la CIMCO, d'estimer dans quelle mesure et à quel moment il convient éventuellement de « jouer avec ». De toutes manières, M. Detwiler s'avérerait-il demain un fumiste, que notre vigilance politique et financière doit rester en état d'alerte, en ce qui concerne aussi le Bas-Congo.

Pour l'instant, cette vigilance, ce souci de sauver la mise, se polarisent sur le Katanga.

Dans l'affaire du Katanga, moins que jamais nous ne pouvons perdre de vue qu'il s'agit d'une partie mondiale où il ne suffit pas d'avoir moralement raison et d'être de bonne foi pour jouer à coup sûr. Que nos réalisations dans cette province, l'œuvre civilisatrice exceptionnellement importante et éclatante que nous y avons accomplie nous fondent à y garder et à y défendre des intérêts prépondérants — c'est indiscutable. Mais il faut le dire avec la dernière énergie : si méritoire que soit notre passé au Katanga, il n'y garantirait en rien notre avenir si, par une politique imprudente ou précipitée, nous devions encourir, de la part de l'opinion mondiale, l'accusation imméritée d'un complot tramé dès avant le 30 juin en vue de compenser, par l'indépendance katangaise, la « générosité » inconditionnelle de l'indépendance du Congo.

Combien cette partie — essentielle pour nous, vitale également, et dangereuse de surcroît pour les Noirs du Katanga désireux de jouer la carte belge — est délicate à mener, voilà ce qu'explique ci-après notre correspondant permanent au Congo, Pierre Davister, actuellement à E'ville.

On lira utilement, en outre, sur le même sujet, nos miettes de la semaine en page 14.

Préparatifs de voyage...

Joie anticipée de jours de vacances ensoleillés.
En pensée nous sommes déjà en route
pour la mer, pour la montagne...
Mais deux choses doivent nous
accompagner:
la bonne humeur des vacances et

N°4711.
Véritable
EAU DE
COLOGNE
avec sa fraîcheur
printanière

Concessionaire exclusif pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg:
Firme COLONIA — Import, S.P.R.L.
25-27, avenue Marie, Anvers.

KATANGA : ENCORE UN

De notre envoyé spécial en «République du

Il ne faut pas longtemps pour comprendre. Dès que les passagers du « Convair » venant de Léopoldville ont mis le pied sur le tarmac de l'aérodrome de la Luano ils sont entourés de « paras » belges mitraillette en bataille et de policiers africains aussi agressifs.

Ainsi, sous bonne garde, tout le monde est conduit dans une salle de l'aérogare pour le déroulement de formalitéss qui n'existaient pas il y a moins de trois semaines : hygiène, douanes, immigration.

— Votre passeport ? Votre certificat médical ?

— Mais je viens de Léopoldville...

— Justement. Vous venez de la République du Congo. Vous êtes ici en République du Katanga. Vous avez passé une frontière, il vous faut donc des « papiers »...

En réalité, les Blancs « passent » vite et sans trop d'ennuis. On leur fait les gros yeux pour la frime et pour les impressionner quelque peu. Pour les Noirs, c'est plus sérieux. Leurs valises, leurs poches, leur portefeuille sont fouillés et refouillés minutieusement. Tous les écrits ou imprimés qu'ils possèdent sont lus et examinés un à un. Dans l'avion qui m'a emmené à Elisabethville il y avait trois Congolais. Un des trois a été appréhendé, emmené immédiatement dans un « panier à salade ». On avait trouvé sur lui la pire des choses : une carte de membre du M.N.C. de Patrice Lumumba.

— Pourquoi tant de précautions ? ai-je demandé à un policier noir galonné et casqué.

— M. Tshombe ne veut pas d'agitateurs dans « notre » pays.

Il m'explique encore que le frère de M. Lumumba a, la veille, débarqué très innocemment à Elisabethville. Il fut battu comme plâtre et à l'inventaire de ses plaies et bosses eut tout le loisir de comprendre que la version d'un Katanga indépendant n'est plus un mythe. D'ailleurs au mât de la tour de contrôle flotte un drapeau rouge, vert et blanc. Dans le blanc le dessin de trois « croisettes » : le symbole du cuivre. C'est le nouveau drapeau katangais. On ne peut nier qu'il soit joli et, chose qui étonne les voyageurs venant de Léopoldville où la haine de l'ex-tuteur a atteint son paroxysme, il flotte aux côtés des couleurs belges.

On veut y croire, mais...

Il faut avoir vécu les deux phénomènes pour comprendre exactement l'ampleur de l'étonnement qu'ils suscitent. A Léopoldville, la présence belge se retrécit de jour en jour à l'intérieur d'un « périmètre » de quelques kilomètres carrés gardés hier par les « paras » et aujourd'hui par les casques bleus de l'O. N.U. A Elisabethville, la présence belge se prétend une tête de pont qui s'inquiète de ne pas être reconnue officiellement comme telle et ambitionne de devenir l'instrument d'une sorte de reconquête dont les premiers objectifs seraient une partie du Kasaï et la quasi totalité du Kivu. Après, on verra...

L'idée des « Etats de l'Est » c'est le rêve de toujours. Obsédés par l'espérance de pouvoir échapper à la mégalomanie d'un pouvoir central, les Katangais se sont toujours accrochés à l'ambition de pouvoir réaliser un jour une sorte d'Eldorado étonnamment prospère. D'un côté, la botte du Haut-Katanga avec son « scandale géologique », de l'autre le grenier et le jardin formés par de riches régions agricoles. On arriverait de la sorte à un ensemble assez solide pour oser se soucier comme de colin-tampon de Lumumba; la République du Congo, privée de ses plus fortes mamelles serait condamnée soit à périr de lente mort, soit à faire amende honorable, soit encore à s'inféoder à d'insatiables appétits étrangers.

Tout cela n'est pas neuf, mais il convient de le reconsidérer à la lueur des événements nouveaux. Qui ne sait qu'en décembre dernier et plus récemment le 29 juin, le Katanga fut déjà à deux doigts de proclamer son indépendance et que ce fut chaque fois la Belgique qui, in extremis, fit échec au projet. Aujourd'hui c'est chose faite et — ironie du sort ! — la Belgique est placée dans une situation à tel point délicate sur le plan international qu'elle en est réduite à soutenir très *officieusement* son dernier bastion cependant qu'*officiellement* elle se voit dans l'obligation de demeurer fidèle à la politique qui consomma sa perte et que résumait un slogan devenu aujourd'hui ridicule « Congo uni, pays fort ».

Jamais pays ne fut sans doute placé dans une alternative aussi cruelle et aussi dangereuse. Risquer de tout perdre et surtout risquer de perdre ses derniers atouts et ses derniers amis africains pour ne pas être contraint de briser un pacte de prétendue amitié avec un pouvoir central parjure qui déclare d'ailleurs avoir rompu ses relations diplomatiques avec la Belgique. Apparemment donc la pirouette serait facile et le Roi lui-même l'a amorcée en disant : « Des ethnies entières à la tête desquelles se révèlent des hommes honnêtes de valeur nous ont conservé leur amitié et nous adjurent de les aider à construire leur indépendance au milieu du chaos qu'est devenu aujourd'hui ce que fut le Congo belge. Notre devoir est de répondre à tous ceux qui nous demanderont loyalement notre collaboration »...

Ne nous y trompons pas. C'est là le « Je vous ai compris » du général de Gaulle à Alger, c'est le clin d'œil complice au Katanga. C'est la porte ouverte à la dernière chance à laquelle on voudrait encore croire à Elisabethville, à laquelle on croirait spontanément et sans la moindre retenue si chacun n'était assez intelligent pour comprendre qu'il s'agit d'un authentique « quitte ou double » qui a autant de chances de réussir que de chances d'échouer.

En effet, le problème n'est simple que pour ceux qui veulent le simplifier à l'extrême, que pour ceux qui veulent considérer le problème katangais comme la dernière « croisade » belge en Afrique.

Que sous la tunique du « croisé » couvent de bonnes intentions et le magnifique prétexte — valable d'ailleurs ! — d'une lutte pro-occidentale est chose

QUITTE OU DOUBLE

Katanga» Pierre Davister

incontestable et d'ailleurs incontestée. Qui oserait nier toutefois que ces partisans de la dernière carte à jouer et que ces champions de la dernière chance ne sont pas étreints par une folle inquiétude et par une forte angoisse ? Personne. Absolument personne.

Si les paras s'en vont...

A Elisabethville, les propos et les mots servent visiblement de « doping ». On s'encourage par des propos belliqueux qui ne dupent, semble-t-il, que ceux qui les tiennent et ceux qui ont mission de tenir debout le veau d'or qui est, comme chacun le sait, un veau de cuivre.

— Moi, Monsieur, je suis prêt à me faire casser la figure pour Tshombe !..

— Que les forces de l'O.N.U. viennent et on leur rentrera dedans !...

— Jamais nous ne céderons devant Lumumba. Plutôt mourir !...

De tels propos constituent la cuirasse et l'entrée en matière. A l'usage il apparaît cependant que tout cela constitue un emballage fragile et artificiel qui dissimule très mal une lourde inquiétude. Tout le monde veut croire au miracle mais nul ne se sent assez fou pour y croire complètement. En réalité chacun sait que les troupes belges ne se battront *jamais* contre les forces de l'O.N.U. et qu'en fait le Katanga est un Etat *rebelle* non reconnu qui s'insurge contre un pouvoir central peu sympathique mais légalement en place auquel le Conseil de Sécurité a toutes chances de donner raison. N'a-t-il pas déjà décidé d'ailleurs que le Katanga restait partie *intégrante* de la République du Congo ? C'est tout dire.

A Elisabethville on sait très bien que l'arrivée des troupes de l'O.N.U. implique automatiquement le retrait des troupes belges. A ce sujet tout le monde est d'ailleurs formel.

— Si les « paras » s'en vont, tout le monde fout le camp ! affirme-t-on partout.

Il ne faut pas se leurrer : c'est strictement vrai.

On sait, en effet, que les casques bleus constitueront l'avant-garde des hommes de Lumumba et qu'en conséquence ceux qui ont soutenu la formule d'un Etat indépendant et *insurrectionnel* n'auront plus guère d'autre choix que de vider les lieux en un temps record. A cet égard, il est d'ailleurs symptomatique de constater que le ministre de la Justice du gouvernement central a demandé au Procureur général d'Elisabethville d'ouvrir une instruction à charge de M. Moïse Tshombe pour atteinte à la sécurité de l'Etat et cession du Katanga à une puissance *étrangère*, la Belgique !

Détail curieux : le ministre de la Justice en cause n'est autre que M. Mwamba, le représentant *du Katanga* au sein de l'ex-Collège Exécutif général.

En réalité, l'ordre de M. Mwamba qu'un journal katangais a qualifié d' « amusante requête » se justifie parfaitement en droit international pur. Des juges d'Elisabethville nous l'ont confirmé. Des juges qui n'en menaient pas large d'ailleurs et dont l'un d'eux m'a dit :

— Si les choses tournent mal je suis bon pour le camp de concentration ou pour les douze balles dans la peau.

C'est nettement exagéré car si les choses tournent mal, nul n'ignore que la Rhodésie n'est pas loin. Il n'empêche que la position de la magistrature katangaise, par exemple, stagne dans l'équivoque et relève du domaine de la plus haute fantaisie, voire même du plus parfait vaudeville.

Cette magistrature, en effet, a été cédée en bloc par la Belgique à la République du Congo. Elle dépend donc du pouvoir central qui fait les lois mais elle ne peut appliquer ces lois car elle *exerce* dans une autre République indépendante qui se proclame étrangère et *hostile* à la République du Congo. En d'autres mots, la magistrature katangaise sert une République ennemie à la République à laquelle elle appartient. Si on veut ajouter que la République du Congo n'est plus elle-même très amie avec la Belgique on conviendra que la situation est absolument ridicule et proprement intenable. Il faudrait, dès lors, pour arriver à *un semblant de légalité* que la Belgique reconnaisse l'indépendance du Katanga, ce qui la mettrait automatiquement et officiellement dans une position d'hostilité vis-à-vis du pouvoir central. Comme on le voit, on ne quitterait une certaine confusion que pour mieux se jeter dans une autre !

En attendant, les juges katangais condamnent aujourd'hui des mutins et des pillards qui seront peut-être demain décorés par M. Lumumba !

On fonce...

... Pour certains il s'agit là de détails dont il ne peut être question de se préoccuper pour l'instant. Ceux-là foncent tête baissée et ne sont pas loin de considérer que la fin veut les moyens. Ils se passionnent pour ce jeu bourré à craquer de dynamite et s'amusent assez à se croire les membres d'une sorte de nouveau Comité de Salut Public à la mode d'Alger. Il y a d'ailleurs un authentique militaire qui orchestre le tout et se sait soutenu par Bruxelles. A vrai dire, cet officier qui porte les étoiles d'or et la barrette de commandant mais a en réalité le grade de major n'a guère besoin d'encouragements pour se sentir stimulé. Il éclate littéralement de santé et de dynamisme, exprime une telle foi et un tel enthousiasme qu'on ne peut s'empêcher de frémir à l'idée qu'une telle force de la nature est à la merci du moindre « pépin » en matière de droit international. Comment oublier, en effet, que le problème Katanga n'est plus un problème national belge mais un problème placé subitement à l'échelon mondial, ce qui n'arrange évidemment pas les choses, mais à qui la faute si on en est arrivé là ? Comment, dès lors, réussir à être assez inconscient pour oublier que le ballon Katanga, gonflé à bloc, gros et rond, est à la portée de l'épingle qu'agite méchamment le vilain coco Lumumba ? Comment espérer surtout que l'épingle ne rencontrera pas le ballon ?

Au Katanga, on y croit ou on feint d'y croire. La curieuse recette — prenez un miracle et laissez mijoter à petit feu — si souvent employée avant le 30 juin dans l'ancien Congo de Papa, retrouve dans la nouvelle République du Katanga d'insolites et dangereux prolongements.

On m'en voudra, je le sais, d'être résolument pessimiste. Mille excuses. A force de voir jeter inconsciemment des allumettes dans des barils de poudre je finis par avoir le complexe de l'explosion. Qui n'a vécu des années dans les coulisses des imbéciles de Kalina ne peut évidemment comprendre cet étrange réflexe !

Le « pépin » de Nzilo

Il faut convenir d'une chose : les intérêts belges furent souvent placés dans des mains moins heureuses. Le major Weber, les d'Aspremont-Lynden et Rotschild connaissent visiblement la musique et, partant, ont un art consommé de faire des gammes. Ils ont le lourd handicap d'être servis par des hommes qui ont le caractère typiquement belge, c'est-à-dire un culte de la personnalité étrangement assaisonné d'un esprit cocorico absolument déplacé dans cet épineux problème katangais. Là où il faudrait marcher sur la pointe de « ballerines », ils arrivent avec leurs gros sabots.

Belge, j'ai toujours un réel et légitime sentiment de fierté lorsque je vois flotter les couleurs rouge, jaune, noir. C'est normal. Je ne puis m'empêcher cependant de craindre qu'elles ne flottent trop ostensiblement partout dans le Katanga indépendant et que ce détail ne serve rapidement d'argument valable à ceux qui prétendront que le pays de M. Tshombe est devenu le fief d'un nouveau colonialisme belge.

De même, on a fait crier trop haut et trop fort au chef de l'Etat katangais qu'il désirait voir maintenue la présence des troupes belges pour une période s'échelonnant entre dix-huit et vingt-quatre mois. « L'Etat indépendant katangais maintenu par la force des baïonnettes des « paras » de l'ancienne puissance colonialiste. » On croit déjà lire pareil titre dans la « Pravda » ou « Le Drapeau Rouge », dans les journaux du Caire, d'Accra, de Conakry. Fallait-il donc commettre cette nouvelle maladresse et surtout fallait-il proclamer officiellement cet Etat indépendant du Katanga alors que le maintien du calme en province katangaise pouvait très bien éviter l'arrivée des forces de police de l'O.N.U. ? En bref, il est permis de croire que l'autorité d'un Tshombe bien soutenu, parlant en qualité de chef d'un Etat faisant partie *intégrante* de la République du Congo, aurait abouti plus discrètement aux résultats qu'on espère atteindre aujourd'hui qu'en provoquant trop ostensiblement les aboyeurs au service de Khrouchtchev. Celui-ci, ne l'oublions pas, est habile. Fallait-il lui tendre des atouts et des arguments faciles à bout de bras ? En bref, fallait-il manquer à tel point de patience et rendre officielle une indépendance qui avait tout à gagner à rester *officieuse* ?

La position actuelle du Katanga est donc à la fois délicate et fragile. D'autant plus délicate et fragile que brusquement, mercredi, les députés du Cartel ont quitté la Chambre en pleine réunion pour protester contre ce qu'ils appellent la politique dictatoriale de Moïse Tshombe et de la Conakat... La nouvelle république n'a donc d'autre rempart que *son calme* pour tenter de détourner de ses frontières les casques bleus de l'O.N.U. Gagner du temps, prolonger l'équivoque, espérer qu'à Léopoldville triomphera enfin une opposition constructive avec laquelle il sera loisible de s'entendre et de mettre sur pied un système de confédération d'Etats avec un pouvoir central plus symbolique que réel : tel est le seul programme que peut et doit souhaiter le Katanga pour que son coup de dés se révèle gagnant.

Tout cela n'est pas impossible mais à cet égard la bataille de Nzilo constitue un très sérieux « pépin ». Rappelons les faits : dans un fief de l'Union Minière, à Nzilo-Delcommune, un îlot de mutins dont on connaissait l'existence mais qui était

resté jusque là peu dangereux passe subitement à l'action et fait la démonstration d'une puissance de feu à tel point importante qu'il faut employer les grands moyens pour en venir à bout. On enregistre de lourdes pertes du côté des mutins qui laissent sur le terrain une quinzaine de tués cependant que du côté des « paras », on déplore deux morts et plusieurs blessés.

A Elisabethville, on craint que cette histoire ne remette sérieusement en doute la question du calme du Katanga et il saute aux yeux que tout sera mis en œuvre pour que de tels incidents ne se reproduisent plus. Qui oserait cependant jurer qu'on est définitivement à l'abri de nouvelles surprises de ce genre ? Certes, on épure à purges que veux-tu l'ex-Force Publique katangaise et M. Tshombe parle avec fierté du « cadre d'élite » de sa nouvelle armée. Cette précision ne trompe cependant personne. Tout le monde sait que ce sont les forces belges qui constituent ce cadre d'élite et que si ces forces devaient tourner les talons, toute la République du Katanga s'effondrerait comme un vulgaire château de cartes.

On ne l'ignore pas à Elisabethville : certains ont intérêt à ce qu'il en soit ainsi et l'enjeu est trop important pour que le pays ne soit pas truffé d'émissaires communistes.

On l'a bien vu lors de la déflagration sèche mais violente que connut récemment le chef-lieu du Katanga par la mutinerie du Camp Rassart. Il s'en fallut d'un rien que les paras n'interviennent trop tard car alors que leurs avions arrivés à tire-d'aile de Kamina s'apprêtaient à se poser, un poste émetteur travaillant sur la même fréquence que l'état-major des forces métropolitaines, leur ordonna tout simplement de regagner leurs bases. Deux appareils obéirent à l'injonction. Les radios des autres trouvèrent la chose suspecte et parlèrent en flamand. On découvrit ainsi la manœuvre et on arrêta le coupable.

J'ai pu faire extraire celui-ci de sa cellule pour lui parler un brin. On le dit Italien mais il m'a affirmé être Grec.

— Je suis un honnête commerçant et je n'ai rien fait, m'a-t-il confié sur un ton humble et triste.

— Que vendiez-vous ?

— Des postes de radio.

— Vous êtes technicien ?

— Pas le moins du monde, je n'y comprends rien en radio.

L'officier para qui me pilote par faveur en cette enceinte de la prison centrale d'Elisabethville, hausse les épaules. « Ceux-là non plus n'ont rien fait », marmonne-t-il.

Ceux-là : trois hommes. Un Hongrois et deux Belges. Ils sont assis sur le sol de terre rouge derrière les barbelés qui entourent un bâtiment d'aspect sinistre au-dessus de la porte duquel on peut lire en lettres noires sur fond blanc : « Q. Spécial ».

— Quartier spécial, me traduit « mon » para.

Le ressortissant hongrois grignote des arachides qu'il puise dans un seau très sale. Il fut pris alors qu'il errait sans papiers. A l'interrogatoire, il prétendit vouloir simplement rallier Brazzaville. Les deux Belges sont les vedettes d'une autre histoire dans laquelle il ne semble pas que la politique intervienne beaucoup. Mais sait-on jamais ?...

Ils étaient les « amis » (on ne jurera pas que c'était en tout bien, tout honneur) d'une « demoiselle » européenne arrêtée elle aussi et qui s'occupe d'ailleurs en ce moment à faire sécher son linge devant la porte d'un autre pavillon de détenus.

La demoiselle n'avait pas que des amis blancs. Elle avait aussi des amis noirs. On trouva tout ce monde s'amusant dans le plus simple appareil au domicile de cette Eve moderne qui s'évertuait cependant à créer un climat de coexistence pacifique entre les races. Peu sensibles à de tels arguments, les forces de l'ordre estimèrent qu'en ces temps troublés, il n'y a pas lieu d'y regarder de trop près. De l'atteinte à la vertu à l'atteinte de la sécurité de l'Etat, il n'y a souvent que la marge d'un pas d'autant plus vite franchi qu'il se fait à la faveur d'une confidence d'oreiller ! Une Mata-Hari en Afrique ! Pourquoi pas ?'

Dans le couloir d'un bâtiment formé d'une double rangée de cellules, l'officier des paras me dit simplement : « Regardez ».

Je colle mon œil à l'orifice d'un judas minuscule. La sensation de ce regard posé sur lui fait sursauter un Africain en tenue rayée couché sur une sorte de paillasse.

— Qui est-ce ?

— L'adjudant congolais du camp de Jadotville qui d'une balle de revolver a fracassé à bout portant la tête d'un gamin de six ans. Le fils d'un de ses officiers blancs.

On m'avait, en effet, conté cette lamentable histoire.

Je reste songeur. Cet homme que je viens de voir dans sa cellule a-t-il la tête d'un assassin, l'allure d'une bête sauvage ?

Pas le moins du monde. Il est, au contraire, parfaitement identique à ces bons Congolais dont on disait hier encore qu'ils étaient « si gentils », identique à ces boys hilares auxquels les « mondele » naïfs confiaient à longueur de journée la garde de leurs petits enfants blancs.

Qui expliquera jamais le vent de folie qui souffla sur ces têtes ? Ne l'oublions quand même pas : au Katanga *comme ailleurs*.

LE PETIT PAIN DU JEUDI

A M. RIK CORNELIS débarqué

Nous avons appris, Monsieur, avec une immense satisfaction, que vous étiez rentré sain et sauf au pays. Sain et sauf, encore que profondément ému et aspirant à un long et salutaire repos.

Sans doute, d'ailleurs, faut-il mettre au compte de ces émotions et de cet abattement les contradictions et la remarquable insignifiance des propos décousus que vous avez tenus pendant une heure et demie à un confrère de « La Libre Belgique », monté à bord de la malle « Jadotville » pour vous interviewer.

Les tragiques événements du Congo, qui ont éclaté six heures après que le navire eut quitté Matadi, vous ont à la fois bouleversé et surpris. Rien, dites-vous, dans l'attitude de Lumumba et de Kasavubu ne permettait de prévoir cette explosion. Cependant, immédiatement après, vous portez sur les leaders congolais des jugements aussi formels que terribles, que l'on peut supposer, dans la bouche d'un ex-gouverneur général, solidement fondés. D'après vous Lumumba est « un fou dangereux », Kashamura « l'homme le plus dangereux du Congo », le secrétaire d'Etat Lumumbala « un homme extrêmement néfaste » et le chef d'Etat-Major M'Polo « un ancien interné d'asile ».

Affirmant cela aujourd'hui, on s'étonne vraiment, Monsieur, qu'hier vous n'ayez eu à nous faire part, comme vous dites, d'aucun pressentiment...

Pour le reste vous vous montrez égal à vous-même... A bord du « Jadotville », vous vous sentiez « terriblement impuissant ». Ce mal, ce n'est pas à bord que vous l'avez contracté. L'idée vous a bien traversé l'esprit de regagner Léo. Mais votre parfaite connaissance de vous-même vous a tout de suite permis d'ajouter : « Qu'aurais-je pu faire ? ».

A cela se borne la portée politique de vos déclarations. Vraiment, c'est un peu court, vieil homme, si l'on songe — comme vous le rappelez vous-même non sans candeur — que vous avez derrière vous deux années de gouvernorat général et vingt-sept ans d'Afrique...

Le reste est du domaine du pittoresque... Craignant que vous ne fassiez l'objet au débarcadère de manifestations hostiles de la part de gens venus vous décerner un zéro de conduite sous la forme de légumes et fruits divers, les autorités vous avaient envoyé, à l'écluse du Kruisschans, une escorte policière digne à la fois de votre rang et de votre réputation.

Est-ce la crainte quand même d'un trop grand ridicule — je voudrais bien, mais je n'ose... — qui vous fit reculer devant un débarquement prématuré ? Le fait est, Monsieur, que vous débarquâtes à quai, comme tout le monde. Mais environ une heure après tout le monde.

Débarqué, Monsieur, vous l'étiez à vrai dire depuis longtemps et cela faisait belle lurette que plus personne ne se ralliait à votre panache — ou plutôt à votre manque de panache blanc.

En ce qui concerne vos projets d'avenir, on peut s'étonner que vous ayez démenti le bruit de votre nomination à un poste directorial à la centrale nucléaire de Mol.

... Car enfin, Monsieur, il faut bien en convenir, rien de ce qui est mol ne vous est étranger !...

DU NOUVEAU
PLACE DE BROUCKERE
au
MOULIN ROUGE
Raymond et Charly
vous présentent
pour la première fois en Belgique
LA GRANDE VEDETTE DU FILM
« NUIT D'EUROPE »
COCCINELLE
INVRAISEMBLABLE MAIS VRAI
avec
TOUTE LA TROUPE DU
CARROUSEL de PARIS
à partir du 28 juillet
La Grande Revue
«CARROUSEL FOLIES»
Tél. : 17.91.06 ● Consom. : 75 frs

l'envoyé spécial de M. Eyskens joue la dernière carte de la Belgique. De cette dernière carte à jouer, nous en parlons autre part mais il n'est pas inutile d'ajouter que cette sorte de « quitte ou double » katangais n'a de chances de réussir que s'il se déroule dans un climat de fine astuce et de diplomatie *sans tâtonnements, ni faux pas*. Qu'intervienne une seule de ces habituelles maladresses dont la Belgique semble avoir le monopole et, patatras, tout est raté et par terre !

Les leaders noirs du Katanga ne sont pas les derniers à comprendre l'importance de l'enjeu de la partie en cours.

— « Si on échoue, je suis zigouillé », a dit de façon très pittoresque le ministre de l'Intérieur, M. Munongo, à l'issue d'une conférence de presse. Il devait le répéter par la suite à plusieurs reprises mais en ajoutant des détails colorés sur l'idée qu'il se fait de sa fin en cas de triomphe de M. Lumumba.

Le comte d'Aspremont-Lynden a des pensées moins macabres. Il est résolument optimiste, enregistre avec plaisir le fait que M. Eyskens paraît sorti de sa coquille et que M. Gilson se révèle être un ministre n'ayant pas froid aux yeux. En dépit de ces symptômes nettement encourageants, une seule question se pose et est posée partout à Elisabethville : « *La Belgique y mettra-t-elle le prix ?* »

Le calme à tout prix

Une fois n'est pas coutume : on semble avoir commencé par le bon bout. Il est, en effet, assez symptomatique de constater qu'à son retour le comte d'Aspremont-Lynden emmenait dans son sillage des techniciens belges qui n'ont plus rien à apprendre en matière de sécurité d'Etat. A cet égard d'ailleurs, M. Tshombe et M. Munongo ne ménagent pas leurs avertissements : « Le premier qui bouge, crac dedans ! ». Il ne s'agit pas d'une menace en l'air. La réussite de la gageure entreprise s'appuie sur le calme existant au Katanga où on tremble constamment à l'idée qu'un foyer d'insurrection ne s'allume.

A chacune de ses conférences de presse qui sont quotidiennes, M. Tshombe ne manque jamais d'affirmer avec force que l'O.N.U. n'a rien à faire dans un pays où règne l'ordre. Enchaînant immédiatement comme dans un scénario bien monté, un officier européen lit ensuite un communiqué militaire qui se termine invariablement par la phrase : « Le calme règne dans tout le Katanga ».

On sourit. Non point qu'on suspecte l'authenticité de ce calme mais parce que cet appel du pied constant exprime on ne peut plus clairement ce que redoutent *le plus* ceux qui tirent les ficelles de la république.

★ C'est visible

A Elisabethville, c'est un fait : le calme règne. Les optimistes s'irritent du moral des pessimistes et les pessimistes haussent les épaules devant l'inconscience de ceux qui « y croient encore ». Ces derniers ne parlent d'ailleurs qu'en chiffres sans qu'il soit possible de déterminer dans quelle mesure ils donnent à leurs statistiques un léger coup de pouce. Lorsque l'Union Minière marche, disent-ils, tout marche. Il est vrai que la mamelle numéro 1 du Katanga fonctionne à plein rendement avec 85 % de son personnel blanc. Il en est de même pour le B.C.K. et, en ordre général, pour toutes les entreprises katangaises.

CAVIAR FRAIS

SEUL DISTRIBUTEUR POUR « BENELUX » DU
CAVIAR D'IRAN
ET IMPORTATEUR DIRECT DU
CAVIAR RUSSE
Bernard
93, RUE DE NAMUR — BRUXELLES 1
Tél. 12.88.21 - 12.88.22
HOMARDS — FOIE GRAS — PRIMEURS
• *VINS* •
SON RESTAURANT
COQUILLES SAINT-JACQUES

Autre sujet de satisfaction : M. d'Aspremont-Lynden a promis des crédits *illimités* et le problème du ravitaillement paraît devoir ne jamais se poser. On souligne, en effet, que le Katanga a assez de débouchés vers la mer avec les ports de Lobito et Beira pour se soucier comme de son premier col marin de la « voie nationale ». C'est un fait : pas de souci à se faire pour l'évacuation du cuivre et pour l'arrivée des vivres, des matières premières.

Il n'y a guère, somme toute, qu'un domaine où les pourcentages sans être catastrophiques ne sont guère très fameux. Il s'agit des pourcentages concernant la population féminine. 35 à 40 % de cette population reste en place. Beaucoup plus que dans d'autres régions du Congo mais les Katangais estiment que s'il y a un chapitre où le malheur des uns ne fait pas le bonheur des autres, c'est bien celui-là.

A Elisabethville, on songe d'ailleurs sérieusement à fonder la « Célibakat ». C'est tout dire !

★ Pas facile

Une chose certaine : l'orchestration du coup de dés katangais est loin d'être facile et s'il n'y avait sur le podium l'étonnante équipe d'Aspremont-Lynden - Rotschild, il saute aux yeux qu'il conviendrait de songer très sérieusement aux valises.

Assainir le climat katangais et en déplacer certains pions, voire même en éliminer quelques-uns, équivaut en effet à une véritable révolution qu'il convient de faire en douce et avec l'air de ne pas y toucher. Très heureusement, pour une partie de l'administration entièrement sclérosée, la carotte de la « compénétration » est l'appât merveilleux qui

AH ! le beau linge que voilà !
CALINGAERT
est passé par là !

LE BLANCHISSAGE « PARFAIT » S. A.
33, rue du Poinçon, Bruxelles. T. 11.44.85
SPECIALISTE COLS, CHEMISES, LINGE DE TABLE
Expédition en province

Le Restaurant
"Petit Louvain"
vous recommande SES MOULES PARQUEES TOUTES PREPARATIONS - Son ½ HOMARD GEANT à 135 fr.
...à lui seul, tout un repas !
Spécialités : POISSONS FINS & CRUSTACES
Beaux Salons pour banquets de 10 à 60 couverts
Anc. Marché-au-Poisson, BRUXELLES. Tél. 18.18.28

sert à tous les coups et conduit gentiment certains où on veut très exactement les mener : à la porte de sortie. Les autres ont la possibilité du « volontariat » mais déjà beaucoup parlent avec colère d'un « volontariat obligatoire » qu'on voudrait leur imposer.

Le comte d'Aspremont-Lynden s'en défend. Il fait simplement appel à toutes les bonnes volontés, dit-il. Certaines de ces bonnes volontés sont d'ailleurs suspectes. A coups d'intrigues et de cabales elles se sont taillé une place auprès des leaders congolais et elles répugnent à vider les lieux au profit des nouveaux « techniciens » arrivés tout droit de Belgique.

Le comte d'Aspremont-Lynden se méfie. Il n'oublie pas le mal que causèrent au Katanga certains petits intellectuels de gauche du « groupe Solvay » dont l'inimitable Mme Perrin fut assurément l'échantillon le plus nocif. Le comte d'Aspremont-Lynden voudrait donc des hommes neufs. Et surtout, oui surtout, pas de femmes !...

★ Claquer les portes ?

A Elisabethville, on entend dire fréquemment :

— Si l'O.N.U. ne nous fiche pas la paix, la Belgique n'a qu'à menacer de claquer les portes et, à la rigueur, le faire.

Dans l'entourage de l'équipe d'Aspremont-Rotschild, on parle un tout autre langage car on sait que la Belgique ne peut réussir là où d'autres, plus puissants, ont lamentablement échoué. En effet, on n'oublie pas l'affaire du canal de Suez et l'échec franco-anglais à six heures seulement de la réussite. Que de telles puissances n'aient pas réussi à faire plier l'O.N.U. ne plaide pas en faveur d'un coup de tête. Il ne servirait donc absolument à rien de claquer les portes.

La meilleure arme de la diplomatie étant la persuasion, on songe plutôt à d'autres grandes manœuvres qui viseraient à convaincre le groupe anglo-saxon que le clan occidental a tout à gagner dans une réussite katangaise. Reste le bloc afro-asiatique. Qui ne sait que ce « bloc » fait aujourd'hui la pluie et le beau temps au sein des Nations Unies ? Néanmoins, un Nehru n'en est pas pour autant communiste et il y a, dès lors, quelques chances que la politique belge n'apparaisse pas aux yeux de tous comme une œuvre de reconquête pure et simple du cuivre katangais.

BERGENBIER
la plus chère car la meilleure

En d'autres mots, la Belgique croit encore à la possibilité de voir enfin sa bonne foi reconnue. Est-ce croire une fois de plus au Père Noël, est-ce encore se bercer d'illusions ? Une chose certaine : il ne faudra plus attendre très longtemps pour le savoir. Car il n'y a pas qu'au Katanga que cela « bouge ».

Les Etats-Unis du Congo

...Ce n'est pas sans raison et sans opportunité, en effet, que M. Moïse Tshombe reparle des Etats-Unis du Congo et insiste sur le fait que la République du Katanga ne veut pas vivre dans un isolement égoïste, ne veut pas fermer ses frontières. A tous les leaders congolais qui expriment des velléités de se séparer du « pouvoir central », l'astucieux Tshombe envoie de chaleureux télégrammes d'encouragements et de félicitations. Ainsi Ngalula et Albert Kalonji furent vivement congratulés pour la proclamation de leur « état minier » kasaïen, le président du gouvernement de Coquilhatville reçut un câble d'accolade fraternelle pour sa proclamation d'indépendance de l'Equateur et, sans ambages, le Grand Chef Kabaré du Kivu fut invité à suivre le mouvement.

Il paraît d'ailleurs irréversible ce mouvement et pour peu qu'il poursuive rapidement sur sa lancée il pourrait bien prendre de vitesse Patrice Lumumba lui-même. Celui-ci, lorsqu'il reviendra de New York, sera sans doute toujours Premier ministre mais il risque fort d'être devenu le Premier ministre d'une République qui pourrait avoir singulièrement rétréci durant son absence. En réalité, ce qu'une molle opposition n'aura pas réussi à bousculer par les voies normales de la Chambre et du Sénat, la formule d'une confédération remettant en selle tous ceux qui craignent la dictature lumumbiste pourrait très bien arriver à le faire.

Ayant « muselé » Kasavubu, le malin Lumumba est un peu dans la position d'un homme qui ayant pris toutes ses précautions pour éviter qu'une brèche ne se fasse à un endroit bien précis voit que le rafiot fait eau de toutes parts et surtout là où il ne l'avait pas prévu. Même le ciel du Bas-Congo devient d'ailleurs moins serein. Ne voit-on pas Diomi se remuer beaucoup et se préparer à causer de sérieux ennuis à son ancien « ami » Patrice qu'un beau jour de 1958 il accompagna cependant à Accra ?

Est-ce d'Accra que viendra d'ailleurs la contre-offensive ? Il y a tout lieu de le croire. Un colonel ghanéen vient, en effet, de parler de la nécessité d'envoyer 50.000 techniciens de l'O.N.U. au Congo. Le Ghana, à cet égard, ne reculerait d'ailleurs devant aucun sacrifice.

On croira difficilement cependant qu'une force de 50.000 hommes puisse encore se prévaloir d'être une simple force « de police ». On parlerait d'une authentique relève des Belges du Congo qu'on serait beaucoup moins étonné et plus près, en tout cas, de la réalité. Il est vrai que d'ici là, beaucoup d'eau passera encore sous les ponts...

★ Inutiles « S.O.S. »

Il y a des choses qui sidèrent et révoltent. Il y a lieu, par exemple, de rester littéralement obsédé par le fait qu'à l'heure actuelle des appels à l'aide retentissent encore dans tout le Congo, sont entendus, enregistrés, mais ne provoquent plus guère qu'une simple réaction de pitié et de gêne. Nous n'inventons rien. Récemment, *en une seule journée,*

on a perçu des demandes de secours *urgents* émanant de Feshi, Panzi, Mosango, Kenge, Masi, Manimba, Kimvula, Popokabaka, Yasa, Kasongo-Lunda. On sait aujourd'hui ce que peut signifier l'appel au secours d'un petit poste de brousse. On croirait, dès lors, que tout est mis immédiatement en œuvre pour qu'interviennent le plus rapidement possible des forces de l'ordre ayant mission de sauver ceux qui, isolés et souvent assiégés, comptent les minutes et les secondes qui les séparent du salut. Ils les comptent peut-être toujours ou ne les comptent plus du tout car pour beaucoup c'est trop tard : le mal est fait, le pire est intervenu. *On n'a rien fait pour eux.*

Dans le Bas-Congo, le dernier hélicoptère qui quitta l'aérodrome de Ndjili pour tenter d'arracher quelques vies humaines à la rage des « mutins » reste l'appareil des infortunés Ryckmans et Kervyn de Meerendré. Depuis, plus rien.

On a jugé, en effet, que tout ce qui volait énervait fortement les populations congolaises. On ne veut pas courir ce risque. Pas davantage, on ne veut courir le risque d'envoyer sur place des détachements de « paras ». La seule vue des soldats belges met, dit-on, au comble de la rage les rebelles congolais. On craint, dès lors, d'aboutir à des batailles rangées qui mettraient la Belgique dans une position impossible sur le plan international et donnerait de nouveaux atouts à M. Lumumba.

A l'Ambassade de Belgique à Léopoldville, on regrette, on déplore et on comprend, dit-on, la portée du drame qui se joue mais on ne peut rien faire. La parole, dit-on, est aux forces de l'O.N.U. La parole, sans doute, mais les actes ? Or — qui ne le sait ! — l'action de l'O.N.U. se fait toujours lentement, trop lentement. Et pendant ce temps-là...

BRUXELLES

★ Le chat parti...

La confusion est partout. Elle est dans le débat du Conseil de Sécurité où la Belgique faisait figure d'accusée dans un procès d'intention. Elle est dans l'opinion internationale qui semble avoir choisi entre « la petite Belgique » et un peuple jeune disposant de marchés ouverts. Elle est dans les rapports qu'entretient l'O.N.U. avec M. Wigny, d'une part, et M. Lumumba, d'autre part. Elle est même, apparemment, dans l'esprit du Premier ministre congolais.

Qui croire ? A quel saint se vouer ? Quel est le fil conducteur de tous ces événements qui se précipitent et se bousculent sur le téléscripteur ? Le gouvernement belge semble condamné à une politique empirique négative tandis que les Congolais marchent de l'avant avec un cynisme que ne tempère aucun scrupule. A Londres, M. Lumumba pousse des cris d'orfraie en disant qu'on veut l'assassiner. A Léo, dans l'ancienne demeure du gouverneur de province, M. Kasavubu médite dans le silence sur le long périple qu'il accomplit en compagnie de son Premier ministre. Cet « otage de Lumumba » ne semble pas pressé de mettre à profit la liberté que le voyage américain de son compère lui accorde. Tout est fluctuant, fragile et rien ne permet de bâtir des hypothèses sérieuses, pas même les avances fédéralistes de M. Tshombe.

A Léo, le chef de cabinet du ministre des Finances, M. Ndele, s'efforce de convaincre les journalistes :

— Il ne faut pas raisonner ici comme en Occident. Nous n'avons pas le même bagage intellectuel et les mots peuvent avoir une autre résonance.

SPA 60

FESTIVAL INTERNATIONAL DE THEATRE

12 AOUT - 28 AOUT

LA COMEDIE DE L'EST DE STRASBOURG joue
« L'ECHANGE »
de Claudel.

LE RIDEAU DE BRUXELLES joue
« PIC-NIC »
de William Inge
et « HENRI IV »
de Pirandello.

LE THEATRE ROYAL DU PARC joue
« PROCES A JESUS »
de Diégo Fabri.

LE THEATRE DE QUAT' SOUS joue
« LE SYSTEME RIBADIER »
de Feydeau,
« LA CANTATRICE CHAUVE »
et « LA LEÇON »
d'Ionesco.

LA COMPAGNIE JULIEN BERTHEAU DE PARIS joue
« L'EPREUVE »
de Marivaux
et
« LA FONTAINE AUX SAINTS »
de J.-M. Synge.

Les Rendez-vous du Festival :
Galas - Conférences - Causeries - Exposition Copeau - «Le Théâtre aux Eaux» - Spectacles « Voix et Images »

Location et renseignements :

PERMANENCE DU FESTIVAL

(Jardins du Casino)

Téléphone : Spa 722.00 et 722.01

Carrosserie J.-J. MICHEL
TOUS TRAVAUX DE CARROSSERIE — SPECIALISTE DES VOITURES ACCIDENTEES, TOLERIE ET PEINTURE, etc.
194, rue Th. Verhaegen - St-GILLES - Téléph. : 37.98.38

On allait bientôt comprendre la raison de cette prise de position publique, fort en retrait sur les excès verbaux de Lumumba : le trésor congolais a un besoin urgent de 4 à 500 millions de francs pour faire face à ses échéances du mois d'août. A qui les demander sinon à la Belgique qui a promis 300 millions mensuels ? Mais cette damnée rupture des relations diplomatiques qui n'en était pas une compromet toutes ces belles promesses. C'est la faute à M. Lumumba et, tant qu'on y était, on lui imputa à mal l'accord financier passé avec M. Detwiler.

— Le ministre des Finances n'a pas été consulté pour la signature de la convention avec la Cimco. Il l'étudie actuellement... La seule signature de M. Lumumba n'engage ni le gouvernement, ni le peuple congolais...

...les souris dansent

Sans doute, M. Lumumba qui triomphe à New York, remettra-t-il de l'ordre dans la maison Congo dès qu'il y rentrera. On sait que, pour lui, mettre de l'ordre signifie essentiellement asseoir son pouvoir personnel. M. Lumumba se croit toujours en période électorale et il agit comme si, chargé du gouvernement de son pays, ses actes ne le suivaient pas.

A Léo, cependant, où les mutins continuent de circuler sous l'œil débonnaire des forces de l'O.N.U., à Léo où certains groupes de mutins sont commandés par des Blancs, l'opposition à Lumumba tente de se regrouper. M. Kasavubu jouant dans la discrétion et le silence son rôle de chef d'Etat, M. Iléo, président du Sénat consulte les autres « sages ». L'envie de faire un croc-en-jambe à Lumumba démange certainement des opposants comme Albert Kalonji ou Bolikango mais les circonstances ne semblent guère favorables à un renversement du leader M.N.C. L'arrivée des paras belges au Congo et leurs interventions — nécessaires, indispensables et strictement limitées à la sauvegarde des vies des Européens — ont joué en faveur de la popularité de Lumumba. Il a retiré un prestige accru de ses diatribes nationalistes et racistes. Certains de ses ministres, hésitants jusqu'ici et peu solides dans leurs convictions, ont brusquement pris parti au moment des débarquements de troupes belges. Le front commun contre « l'agresseur » a été imposé par les circonstances. Ce front commun joue nettement en faveur de M. Lumumba.

Le cas le plus typique est celui du ministre de l'Information, M. Kashamura. Ses sincérités successives et contradictoires sont commandées par les événements. M. Kashamura n'avait pas opté mais l'intervention des paras belges chatouilla et réveilla définitivement un nationalisme exaspéré qui n'attendait qu'un prétexte pour flamber.

"AU BOUQUET ROMAIN"
LE GRAND GLACIER SPECIALISTE
BRUXELLES RUE NEUVE, 126
BLANKENBERGE **Rampe des Boulangers, 3-5**

La grande peur de M. Kashamura

M. Kashamura est un curieux homme. Assoiffé de lectures, il emmagasine sans discrimination tout imprimé qui lui tombe sous l'œil. Il est d'une curiosité dévorante, regarde, retient et ressert souvent, sans l'avoir mâché, ce qu'il a entendu, vu ou lu.

L'autre jour, à Léo, un fonctionnaire belge avait autorisé l'accès des studios de radio à un para qui désirait transmettre un message à sa famille. Le soldat avait déposé son fusil près de lui, trouvant plus pratique l'usage du stylo pour rédiger son texte. Pénétrant dans les studios, M. Kashamura ne vit que le fusil, s'affola, cria au meurtre et prenant ses jambes à son cou, s'en fut mettre sa personne à l'abri. Après le départ du para, il s'empara du micro et lança sur les ondes la stupéfiante nouvelle selon laquelle on avait essayé d'attenter à ses jours, le tout adorné d'appels au meurtre du plus beau style raciste. Alors Radio Congo tomba en panne. Aucun technicien belge ne consentit à réparer et les Noirs n'étaient pas à même de le faire.

Mais les Noirs ont des amis sûrs, notamment des civils mystérieux qui, depuis l'indépendance, attendent que l'on fasse appel à eux. Et ce jour-là, il fallut bien en appeler aux services d'un de ces « amis ». Un Tchèque en l'occurrence qui, sans trop de mal, mit fin à la panne et, par la même occasion, à la présence belge au cabinet de Kashamura. Le soir même, Radio Congo pouvait reprendre ses émissions, cahin-caha.

Depuis lors, l'immeuble de la radio est impénétrable. Il y faut des sésames puissants. M. Cohen, patron du restaurant « Paris », doit être en possession d'une de ces libre-entrées car on ne voit plus que lui dans les bureaux de M. Kashamura depuis l'indépendance, et son influence a augmenté encore depuis l'éviction des Belges. Faut-il établir une relation de cause à effet entre tous ces événements et le fait que Radio Congo soit complètement « orienté » ? Les revues de presse ne citent plus que les articles défavorables à la Belgique et, de préférence, les journaux communistes. Dès lors, il est normal que la porte soit ouverte à tous les débordements oratoires et que M. Kashamura ait demandé à un de ses attachés belges de lui écrire un discours incitant les populations noires aux pires extrémités. Ce fonctionnaire refusa naturellement, fut remercié et M. Kashamura écrivit son discours tout seul, comme un grand. C'est ce fameux discours où il parlait de quinze millions de Noirs massacrés par les colonialistes belges...

Monsieur est servi

Les émissions hystériques de Radio-Congo ne plaisent pas à tout le monde, même à Léopoldville. Les sénateurs avaient déjà protesté et c'est de justesse que M. Kashamura évita le vote d'une motion de censure. Mgr Malula, évêque auxiliaire de Léo, vint porter lui-même au ministre sa petite motion de censure personnelle. Il lui dit brutalement sa façon de penser et les éclats de voix des deux hommes emplissaient l'immeuble.

— Vous êtes un fou criminel, criait le prélat.

M. Kashamura ne se contenait plus : il insultait l'évêque et il fut à deux doigts de se colleter avec lui. Très digne, Mgr Malula quitta l'immeuble de la radio, laissant derrière lui un Kashamura hors de lui.

Il n'y a pas si longtemps que le ministre de l'Information congolais promenait son mandat tout neuf dans les rues de Bruxelles. Quelques jours

après l'indépendance, il se fit annoncer au cabinet de M. Harmel.

— Je déjeune avec le ministre à 13 heures, dit-il à un attaché de cabinet.

M. Harmel ne savait même pas que son collègue congolais était à Bruxelles. Heureux de l'apprendre, il fit téléphoner chez lui pour que l'on mette le couvert de M. Kashamura. Et à 13 heures le ministre et son épouse attendaient leur visiteur. Il n'arriva qu'à 14 h. 15 tenant par le bras une invraisemblable péripatéticienne des environs de la gare du Nord.

— Bonjour ! fit-il, fort désinvolte.

— Madame est servie, annonça le maître d'hôtel.

M. Kashamura eut un large sourire :

— Je n'ai pas faim. Pour moi, ce sera un verre d'eau.

On lui donna l'eau demandée. L'ayant bue, le ministre de l'Information de la République du Congo se leva et fit :

— Eh bien ! voilà, j'ai été fort heureux de vous rencontrer mais il faut que nous rentrions, madame et moi.

M. Harmel n'a pas touché au déjeuner.

Lui non plus n'avait pas faim...

★ Léo - New York

A Léo, les paras s'embarquaient tristement et les Européens regardaient partir ceux sans lesquels, sans doute, ils seraient morts. Les troupes de l'O. N.U. contrôlaient la ville entière où le Parlement avait été mis en vacances. Léo est morne où les pulvérisations anti-moustiques ne sont plus faites depuis des semaines. A Matadi, les Marocains, nouba en tête, étaient entrés dans une ville dévastée où seuls demeuraient quatre Blancs terrés dans une cave.

L'ambassadeur de Belgique au Congo, M. Van den Bossche, essayait de sauvegarder l'essentiel. La fatigue de ces dernières semaines pèse lourdement sur ses épaules.

— Heureusement, doit-il songer plus d'une fois, que j'ai présenté mes lettres de créance au chef de l'Etat.

Comme s'ils avaient eu le pressentiment de certaines difficultés, les ministres belges avaient tout fait pour hâter cette cérémonie et asseoir ainsi l'autorité de l'ambassadeur de Belgique, le premier à avoir présenté à M. Kasavubu les documents l'accréditant en qualité de représentant de son pays. C'est là incontestablement une victoire de la diplomatie belge : si l'on songe que sans ce rite diplomatique M. Van den Bossche aurait pu être prié de quitter sans délai le territoire congolais, on s'imagine aisément l'importance de l'opération.

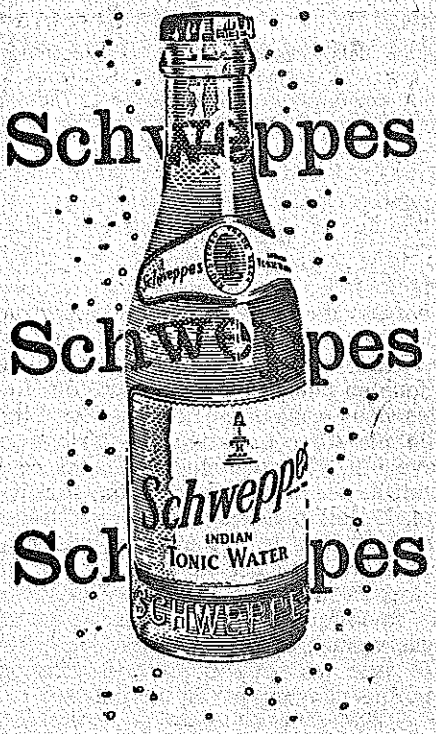
...A la Ndjili — où la Sabena continue d'assumer ses services avec un courage digne d'admiration — M. Lumumba, entouré d'une quinzaine de Noirs, s'embarquait pour New York, via Londres. Et le soir même une déclaration fracassante venait secouer les ambassades et les rédactions de journaux du monde entier :

— J'ai conclu un accord financier avec l'Amérique...

L'oncle d'Amérique

Comme s'il faisait une bonne surprise à l'univers, M. Lumumba sortait de sa poche le financier yankee M. Detwiler.

— Il me donne 100 milliards en cinquante ans, proclamait le Premier ministre congolais.



M. Detwiler confirmait, ajoutant qu'il avait l'accord du Département d'Etat. Sans doute ne l'avait-il pas au moment où il signa l'accord avec M. Lumumba mais il espérait bien, agitant la menace soviétique, contraindre le gouvernement américain à une aide financière importante. Le calcul était bon puisque le séjour de M. Lumumba à New York et à Washington lui sera certainement motif à souvenirs exaltants. Il fut accueilli à l'aérodrome par M. Christian Herter, tint des conférences de presse, fut l'hôte d'honneur des ambassadeurs des pays africains et, même, ô ironie, logea à Blair-House, là où le roi Baudouin avait logé lors de son voyage aux Etats-Unis. M. Lumumba avait toutes les raisons de se réjouir : l'Amérique lui dispensait vivats et dollars. Il n'en demandait pas plus.

Si. Il en demandait plus :

— Je n'ai plus d'argent, confia-t-il à ses hôtes. Plus un sou.

On se grattait la tête. C'était bien la première fois

LES NOUVELLES MOULES PARQUEES
— A L'ESCARGOT OU AU VIN BLANC —
SE DEGUSTENT
AU RESTAURANT
Aux Armes de Bruxelles
13, RUE DES BOUCHERS — Tél. 11.21.18
DONT C'EST LA GRANDE SPECIALITE
—— ARRIVAGES JOURNALIERS ——

Comptables et Experts-Comptables

L'Association Belge des Comptables et Experts-Comptables organise **Cours et Examens.** Admet des membres Rens. : Secr., aven. des Pagodes, 343, Bruxelles 2. Tél. : **78.77.98.**

qu'un Premier ministre « tapait », en voyage officiel, ses collègues étrangers. On trouva cependant le moyen d'aider M. Lumumba dans le besoin. Ce fut l'O.N.U. qui fut priée de lui accorder une aide « à titre personnel ».

On ne peut nier que la Belgique éprouve à ce spectacle une amertume profonde, seulement tempérée par l'échec évident des Russes. De plus en plus, tout se joue en dehors de nous, entre des forces sur lesquelles nous n'avons aucune espèce d'influence. Et quelle maigre consolation de partager son cocuage avec M. Khrouchtchev ! Encore ce dernier ne croyait-il pas à la réussite de son opération « Congo ». C'était manifestement, pour lui, un pion qu'il avançait dans le but évident de marquer un coup. A-t-il été joué par M. Lumumba ? Qui donc peut se targuer de jouer M. Khrouchtchev ? La diplomatie soviétique savait que son heure africaine n'était pas venue ; elle s'est contentée d'affirmer sa solidarité avec les peuples africains. Ces marques de sympathie peuvent payer un jour...

L'opération dollars

— Le contrat passé avec M. Detwiler était en discussion depuis six mois, déclara M. Lumumba.

Attendre pour le rendre public que la situation internationale se soit détériorée à ce point semble prouver que l'« opération dollars » avait été étudiée jusque dans ses moindres détails. M. Detwiler avait-il en poche l'argent qu'il promettait si généreusement au Premier ministre congolais ? On peut en douter si l'on sait que ce financier américain est venu offrir ses services, naguère, à notre ministère des Travaux publics. Lui aussi, tout comme M. Cantor, voulait agrandir Zeebrugge et y amener les gigantesques pétroliers américains.

— Faites-moi confiance, disait-il. J'ai tout l'argent qu'il faut. Dites-moi quand je puis commencer.

On lui répondit tranquillement que l'on était prêt à étudier ses propositions et que, puisqu'il disposait des sommes nécessaires, sans doute arriverions-nous à un accord. Comme on insistait un peu trop, du côté belge, sur les sommes dont se targuait le financier, celui-ci ne donna pas suite à ses démarches. Est-il sot d'imaginer que M. Detwiler ait monté toute l'opération avec M. Lumumba pour pousser le Département d'Etat américain à couvrir ses promesses ? Est-il sot de croire que les appels aux Russes lancés par le Premier congolais n'avaient d'autre but que d'ébranler les citoyens des Etats-Unis ? Et M. Eyskens en dénonçant un prétendu complot communiste au Congo n'a-t-il pas apporté sa petite pierre, bien inconsciemment, à cette construction ? Bien sûr, le Premier ministre belge était écrasé entre une opinion nationale particulièrement sensibilisée et une opinion mondiale fort attentive à l'évolution du drame congolais.

Ce complot machiavélique dont on certifiait qu'il existait ne participait-il pas à une contre-offensive imaginée par MM. Eyskens et Wigny ? Sans doute voulait-on effrayer les Américains et les mettre en garde contre M. Lumumba, séide-de-Moscou. Paradoxalement on est arrivé à l'effet diamétralement opposé : les Américains détenaient l'argument sonnant et trébuchant auquel M. Lumumba est le plus sensible et ils eurent d'autant moins de peine à convaincre le Premier congolais que les habitudes mentales et psychologiques de M. Lumumba le rendent, fatalement, plus solidaire du camp occidental.

— Topez là, déclara M. Lumumba.

Et les Américains lui promirent argent et aide technique.

— Nous aurons toujours besoin des Belges, disaient les Congolais et même M. Lumumba.

Il est occupé à donner la démonstration péremptoire qu'il peut parfaitement se passer de notre aide, tant financière que technique. Grâce à nos « alliés »...

La grande muette

Nos alliés...

La diplomatie belge jouait manifestement un jeu très subtil au Katanga, s'attachant à proclamer que le calme règne dans cette province et que rien ne justifiait donc l'intervention des troupes de l'O.N.U., entraînant le retrait de nos paras. On avait délégué là-bas, nous l'avons dit, comme conseiller officiel, M. Harold d'Aspremont-Lynden, chef de cabinet démissionnaire du Premier ministre, et l'on espérait bien que le dynamisme et la compétence de ce grand commis donneraient à M. Moïse Tshombe un peu de ce poids politique qui lui manque.

C'est alors que le général von Horn, commandant les forces de l'O.N.U. au Congo fit une déclaration fracassante :

— Nous entrerons au Katanga que les troupes belges doivent évacuer.

A Bruxelles, on joua l'indignation : « Quoi ? Un militaire qui se permet des déclarations politiques ? C'est incroyable ! ». Aussi sec, M. Wigny envoya une protestation à l'O.N.U. pour qu'elle muselle mieux ses petits soldats.

— Je passerai par Bruxelles, avait dit M. Hammarskjöld.

Il devait se rendre à Léopoldville pour examiner de près une situation que son sens de la diplomatie et sa prudence avaient sauvé de la catastrophe mondiale. On l'attendait à Bruxelles dans la journée de mercredi et les services de M. Wigny lui préparèrent un horaire dont le moins qu'on puisse dire est qu'il était bousculé. M. H. avait pris la précaution, cependant, de se faire précéder par un mémorandum dans lequel il rappelait au gouvernement belge les positions de l'O.N.U.

Goeden Dag Hammarskjöld

A New York, M. Dag Hammarskjöld s'était entretenu longuement avec M. Lumumba. Celui-ci n'attendit pas un instant pour publier un communiqué disant que le secrétaire général de l'O.N.U. lui avait confirmé que les Belges devraient évacuer le Katanga et, fait nouveau, les bases de Kamina et Kitona.

LES DETECTIVES
ADAM & FILS
Pas d'indiscrétions possibles. Travaillent eux-mêmes
82, avenue Dailly — Bruxelles — Tél. : 16.72.42

Le mémorandum de M. H. reprenait les mêmes arguments.

Le seul espoir du gouvernement belge était la visite à Bruxelles de M. H. et les conversations qu'il y aurait tant avec le Roi qu'avec les ministres. M. H. serait-il sensible à l'argumentation de M. Wigny ?

— Nous sommes prêts à quitter le Congo, affirme M. Wigny, mais seulement lorsque les troupes des Nations-Unies seront à même d'effectuer les missions de sauvetage et de protection des civils européens. Nos troupes quitteront le Congo lorsque l'ordre y régnera.

Il est patent que ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. Journellement, des appels parviennent encore aux forces belges. Des Européens isolés sont encore assiégés par les mutins de la Force Publique. La lenteur d'intervention des troupes de l'O.N.U. — quand ce n'est pas leur mauvais vouloir, comme à Stanleyville — risque, chaque jour, d'entraîner la mort de plusieurs compatriotes. Est-il admissible, dès lors, qu'un gouvernement belge admette de retirer ses troupes, apparemment seules capables, actuellement, de sauvegarder la vie de ses ressortissants ? M. Wigny aura certainement fait observer à M. H. que les excitations à la haine raciale proférées par les dirigeants congolais ne sont pas faites pour collaborer au maintien de l'ordre. Sans doute lui dira-t-il aussi quelques faits choisis au hasard, des faits qui se passent encore chaque jour en Afrique.

La terreur noire

M. H. doit savoir que l'Afrique est encore en proie à la terreur. A Kasongo, le terrain d'aviation était aux mains des mutins et des Belges assiégés ne parvenaient pas à rompre les barrages. Un appel fut lancé et il fallut que les paras belges sautassent en nombre pour dégager la plaine et permettre l'évacuation d'une vingtaine d'Européens.

— Venez vite, disait un autre message. Les mutins nous menacent.

— Nous vous envoyons un avion. Où êtes-vous ?

— Au Mont Gafula, mais, hélas ! il n'y a pas de terrain d'atterrissage.

— Pouvez-vous déblayer une étendue suffisante pour permettre à un appareil de se poser ?

Deux heures plus tard, un avion se posait effectivement sur une piste que les Belges avaient construite.

M. H. doit savoir que la panique des Européens n'est pas celle de pleutres, que dans l'intérieur du pays des hommes et des femmes — et comme l'a dit M. Wigny, leur présence là-bas prouve à suffisance que nous avions confiance et qu'il était loin de notre pensée de songer jamais à un quelconque acte d'agression contre le Congo — que des hommes et des femmes sont exposés aux pires sévices. Quelles troupes leur porteront secours aussi rapidement que les nôtres ? Ce n'est pas mettre en doute l'efficacité et la loyauté des troupes de l'O.N.U. que de dire que, devant une situation où parfois chaque minute compte, elles ne sauraient agir avec la même célérité que des militaires liés aux victimes par des liens affectifs.

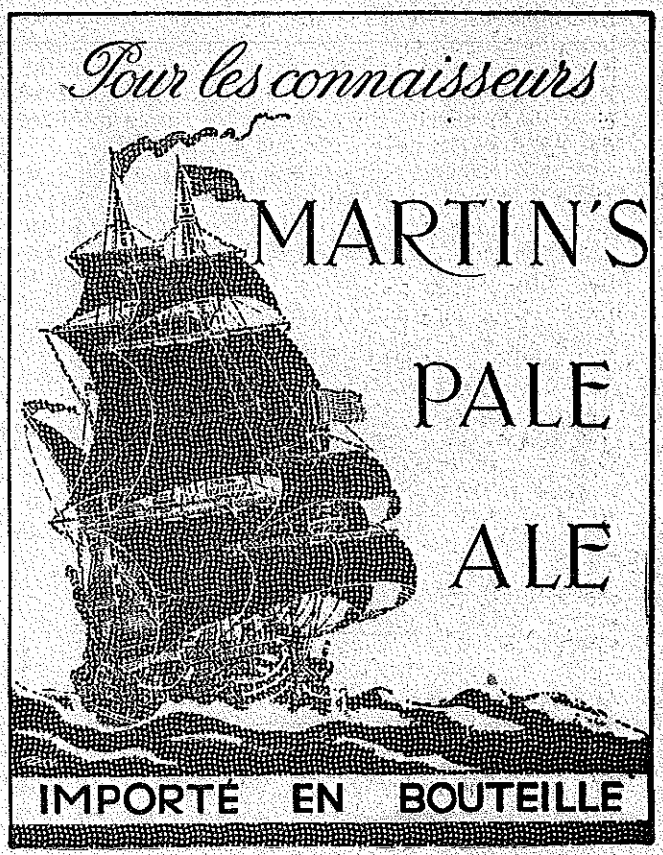
L'exode du Congo n'a plus le caractère affolant qu'il eut tous ces derniers jours mais tout n'est pas stabilisé pour autant. Et puisque le point d'achoppement entre M. H. et la Belgique sera le Katanga, est-il nécessaire de dire que le retrait des troupes belges de cette province entraînerait immanquablement un départ massif des Européens ?

A 35 km. de Bruxelles, par route Wavre-Perwez
ou route Wavre-Jodoigne
AUBERGE DES ETANGS — BONLEZ —
Tél. 010 - 844.26
RESTAURANT — PENSION — SPECIALITE DE TRUITES
Piscine — Tennis — Pêche à la truite — Jeux
Equitation toute proche

Le mieux est l'ennemi du bien

Quitter le Katanga ? Les Européens, retournés là-bas, y vivent dans le provisoire. Mercredi dernier, les députés du Cartel quittaient la séance de la Chambre katangaise pour protester, disaient-ils, contre la politique dictatoriale de la Conakat et de son leader M. Tshombé. Cet incident a considérablement rafraîchi l'optimisme des Européens. Les Nations-Unies sont certainement en droit de remplacer les troupes belges au Katanga. Mais cette opération — psychologiquement maladroite — entraînerait nécessairement l'arrêt de l'économie katangaise, la seule en activité réelle sur le territoire congolais. Paradoxalement les troupes de l'O.N.U. provoqueraient dans le Katanga, région actuellement calme et au travail, une situation désastreuse et une détérioration quasi immédiate de l'économie. Le mieux est décidément l'ennemi du bien.

Pour le surplus, M. Wigny aura certainement rappelé à M. H. que la mission des troupes de l'O.N.U. est de maintenir l'ordre. Or, aura-t-il dit, au Katanga tout est calme. La conclusion du syllogisme est claire : pas besoin, donc, de troupes de l'O.N.U. Mais M. H. ne fera-t-il pas à notre ministre des Affaires étrangères la réponse du berger à la bergère ? Ne lui dira-t-il pas : « Puisque tout est calme, il est inutile de maintenir au Katanga des troupes ni belges,



POUR MIEUX VOIR
Ets F. COCKX
1, rue Moris (Pl. Paul Janson)
18, rue Comte de Flandre

ni onusiennes... » Si M. Wigny rétorque que le départ des Belges provoquerait des troubles, il fournirait ainsi à M. H. l'argument nécessaire :

— Il est donc important, dira le secrétaire général, que l'O.N.U. fasse la relève des Belges au Katanga. Cet ordre dont vous dites qu'il existe, vous reconnaissez vous-même qu'il est dû à votre présence. Or le maintien de l'ordre est l'objet même du mandat des Nations Unies...

Et ce syllogisme-là se conclut par la nécessité du remplacement des militaires belges par ceux des Nations-Unies.

C'est tout cela que supputaient les journalistes massés dans le hall du cabinet du Premier ministre. On avait annoncé une conférence de presse dès le départ de M. H. En dernière minute on la retarda jusqu'après la réunion du comité ministériel restreint.

M. H. avait quitté Bruxelles à 15 heures 40 en direction de Brazza, après avoir conféré pendant une heure avec le Roi, déjeuné avec les ministres et discuté longuement avec eux. A 19 heures précises, les journalistes pénétraient dans la grande salle du Conseil, au rez-de-chaussée du 16, rue de la Loi.

Retourner au Congo

Le grand lustre brillait au-dessus des journalistes qui se bousculaient. Les caméras de la télévision ronronnaient et notre confrère Robert Stéphane de la radio essayait de se frayer un chemin pour disposer son micro. A la table avaient pris place MM. Eyskens, Wigny et Gilson. Tout le monde était conscient de la gravité du moment. Ce fut le ministre des Affaires étrangères qui ouvrit le feu.

— Nous avons exposé le point de vue belge à M. Hammarskjöld, dit-il. Nous lui avons dit que l'unité territoriale du Congo est un fait tout en attirant son attention sur le caractère provisoire de la loi fondamentale congolaise qui, sans l'anarchie qui règne au Congo, ailleurs qu'au Katanga, pourrait être changée de par la volonté même des Congolais. Quant aux bases de Kamina et de Kitona, nous estimons qu'il s'agit là d'un problème distinct. Cette question n'est pas actuelle et il faudra en discuter plus tard. Sur ces deux points, M. Hammarskjöld a parfaitement compris la position de notre pays.

M. Eyskens se leva à son tour et insista sur le fait que le secrétaire général des Nations-Unies avait parfaitement compris, d'autre part, que le seul souci de la Belgique, en intervenant au Congo, avait été de sauvegarder la vie des citoyens belges. « Nous sommes ulcérés, déclara le Premier ministre, par les déclarations calomnieuses de M. Lumumba à qui l'on donne bien des honneurs à l'étranger... » Puis, raffermissant sa voix, le Premier ministre fit une déclaration qui est peut-être la plus importante de toutes celles qui ont été faites au cours de ces dernières semaines :

— Dans l'intérêt du Congo, il faut qu'un grand nombre de Belges retournent là-bas. Le Congo a besoin des Belges, sinon ce sera l'écroulement total même si l'aide étrangère est acquise.

M. Gilson répéta ensuite que les interventions belges avaient été indispensables et que l'évacuation des militaires se ferait dès que l'O.N.U. serait à même d'assurer l'ordre.

Le Premier ministre avait fait forte impression.

Voilà donc la réponse belge au mémorandum des Nations-Unies. Il n'appartenait évidemment pas à M. H. de trancher le problème. Son rôle consiste essentiellement en une mission d'information. Informé du point de vue belge, il consultera cette semaine, à Léo, M. Bunche et les membres du gouvernement congolais puis il s'envolera vers New York où il fera rapport au Conseil de Sécurité. Le jeu diplomatique continue...

★ J'en ai assez

— Si quelqu'un veut prendre ma place, qu'il le dise. J'en ai assez !

Le Premier ministre pinçait les lèvres de dépit. L'homme était visiblement exténué par des nuits peuplées de cauchemars. L'internationalisation rapide du drame congolais l'avait accablé. Il était pareil à tous les Belges : frappé de stupeur, rageant devant l'absurde de la situation. Jour après jour, nuit après nuit, depuis le début des troubles, il avait tenu la barre d'une main ferme. A l'intérieur même de son gouvernement, il devait faire face à des pressions violentes. M. Motz prônait la reconnaissance du Katanga en agitant la menace d'une sécession libérale. M. Eyskens devait en plus de la barre, tenir la balance.

Et maintenant, voilà que, sans rien lui dire, on avait décidé de son suicide. Une manœuvre d'envergure se développait contre son gouvernement, contre sa présence à la tête de l'équipe et, dans les couloirs, de charitables sociaux-chrétiens bâtissaient avec les socialistes le team de rechange. A New York, devant le Conseil de Sécurité, M. Wigny se défendait comme un beau diable dans le procès d'intentions que l'on faisait à la Belgique, tandis qu'à Bruxelles, le Roi, prenant la parole au micro de l'I.N.R., laissait entendre prudemment que son cœur penchait vers une tripartite et que le Katanga...

— J'en ai assez, rugit une fois encore M. Eyskens.

Au régime de l'énergie lucide depuis plusieurs jours, le Premier ministre poursuivit sur sa lancée. Il s'enferma dans son cabinet et se prit la tête à deux mains.

— Voyons, voyons...

La tête des autres

M. Eyskens sait que, dans son propre parti, le cœur est à gauche. Le poids des syndicats chrétiens fausse les rapports de forces. Un gouvernement avec les socialistes sourit à M. Cool et le fait sourire. Les arguments ne manquent pas :

UNE REPUTATION SOLIDE
Depuis 1862
WYS MULLER & Co — Téléphone : 18.16.98

— Seul le regroupement des forces syndicales au gouvernement peut mettre fin à la boulimie des syndicats. Mis devant les graves responsabilités de l'heure, socialistes et démo-chrétiens devront nécessairement imposer la pause sociale, absolument indispensable en la circonstance. Cette pause sociale, ils sont les seuls à pouvoir l'obtenir sans casse. Le drame congolais va se répercuter de façon très lourde sur l'économie nationale. Une adaptation est nécessaire ; elle ne peut se faire que dans le sens d'une économie orientée, c'est-à-dire qu'il faut trouver un compromis entre la libre entreprise et le dirigisme. Comment les libéraux admettraient-ils un programme aussi hardi ?

Et, finauds, les tenants de cette formule ajoutent :

— En somme, c'est le programme défini par Théo Lefèvre à Louvain...

Arrivé à ce point de ses réflexions, M. Eyskens voit rouge. Ce discours de Louvain, il ne l'a pas encore digéré. On se souviendra avec quelle pugnacité il contre-attaqua à la Chambre et obligea le président de son parti à effectuer une courbe rentrante.

Aujourd'hui, il se trouve devant une alternative : ou remanier son équipe ou passer la main. Le Premier ministre veut durer jusqu'aux prochaines élections, relancer son programme, changer les têtes de ses ministres. Ce sera sa contre-attaque, dit-il. A ceux qui, déjà, vendent la peau de l'ours, il oppose ses innovations.

On cherche Premier ministre

A droite, les conservateurs et les indépendants (fort rares) sont prêts à suivre M. Eyskens. Leurs arguments sont valables.

— Quoi ? disent-ils, nous irions assumer les responsabilités du pouvoir avec les socialistes ? Ce serait se moquer de l'opinion publique, d'une part, et des intérêts les plus évidents du parti, d'autre part. Comment faire admettre, en effet, au public que les socialistes doivent s'asseoir à la table du conseil des ministres ? Leurs lourdes responsabilités dans l'affaire congolaise pèsent trop dans la balance. De plus, c'est la fin de tout espoir de majorité absolue. Comment ? Vous iriez rejeter les libéraux dans l'opposition ? Ce serait leur permettre de doubler leurs effectifs aux prochaines élections, sans compter les conservateurs qui rejoindraient leurs rangs. Est-ce cela que vous voulez ? Non, non, les libéraux doivent demeurer dans la barque avec nous jusqu'aux élections. Après...

Tout cela provoque des réunions, des rencontres, des séances de contact où les thèses s'affrontent parfois avec violence. M. Motz, flanqué de MM. Janssens et Vreven court chez M. Lilar, relance M. Eyskens tandis que le délirant M. Théo Lefèvre essaie de rallier ses troupes.

En fait, quelle est la position des deux ailes de la majorité ? Ceux qui lorgnent du côté de M. Collard sont les plus actifs. Ils ont déjà des listes de noms : MM. Spinoy, Larock, Pierson... voilà des hommes avec lesquels messieurs les syndicalistes chrétiens sont prêts à s'entendre. Le hic, c'est de trouver un Premier ministre. M. Lefèvre a posé implicitement sa candidature. Mais on ne voit pas bien M. Demany chargé de faire l'éloge de « Théo de mes bottes ». M. Van Eynde, lui, demeure irréductiblement opposé à un participationnisme. Mais alors quoi ? Certains avancent prudemment le nom de M. Van Hemelrijck comme Premier ministre. Après tout, si l'on fait le compte des hommes qui, en Belgique, seraient susceptibles de conduire une équipe, il est difficile de ne pas mentionner le nom de l'ancien ministre du Congo. Si l'on y ajoute les noms de MM. Spinoy, poussé par le P.S.B., de M. Eyskens qui n'a pas déçu en ces semaines difficiles et, du côté libéral, de M. Vanaudenhove, on est au bout du compte...

...Et, si ce petit jeu vous amuse, on n'a plus qu'à le recommencer...

Au milieu du gué

L'évolution de l'actuel Premier ministre, M. Eyskens, est caractéristique. Au moment de former son gouvernement, il ne cachait à personne ses préférences pour une coalition avec les socialistes. Ce sont les réticences et, finalement, le refus du P.S.B. qui le conduisirent à mettre sur pied l'alliance avec les libéraux. Cette alliance, il la respecte au maximum et avec une scrupuleuse honnêteté. Il est convaincu qu'il est possible de mener le pays vers un avenir plus détendu avec la collaboration des libéraux.

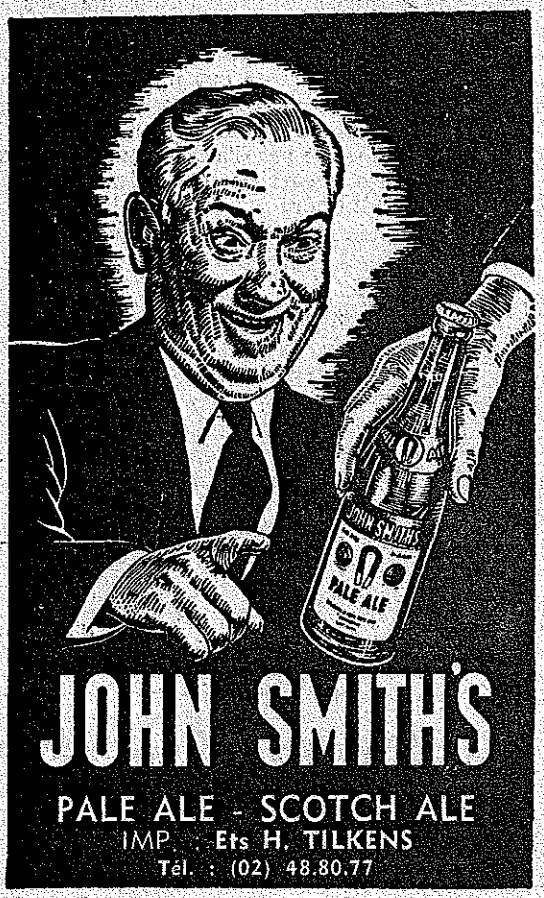
«Les Deux Clefs»

5, Porte de Namur — Tél. : 12.56.86 - 11.67.42

Fondé en 1910

Toujours réputé pour ses belles viandes grillées au Feu de Bois — Ses Poissons Fins — Ses Huitres Impériales — Ses Homards Sélectionnés — Ses Succulentes Poulardes de Bruxelles et son Incomparable Menu d'affaires à 85 frs

Salons pour Banquets de 20 à 100 couverts



Hôtel MONDIAL
5, CITE BERGERE, 5 PARIS
TEL. : PRO. 52.96

— Il faut changer l'équipe, dit-il, et relancer un programme.

Changer l'équipe signifie, pour M. Eyskens, le départ immédiat de MM. De Schrijver et Scheyven, d'abord.

— Ne va pas plus loin, l'interrompit M. Lefèvre. Tu ne penses pas sérieusement à te débarrasser du Sage De Schrijver et du Jeune Scheyven ? Ce serait catastrophique pour le parti. L'opinion publique en tirerait immédiatement la conclusion que toutes les erreurs de la politique congolaise sont imputables aux deux seuls sociaux-chrétiens. Non, non... De Schrijver et Scheyven doivent rester.

C'est l'avis de M. Lefèvre qui pense à l'intérêt électoral de son parti. Ce n'est assurément pas celui de l'opinion publique qui ne comprendrait pas que ces deux ministres ne soient pas priés de quitter la barque gouvernementale dans les délais les plus brefs. On les voit d'ailleurs de moins en moins et tout se passe comme s'ils n'étaient là que pour mémoire, en dehors de leur présence, hors de leur compétence.

M. Eyskens changea son fusil d'épaule. Il consentait à noyer le départ des deux minicorus dans ce qui, dans son esprit, était la seconde opération : le remplacement de ministres parfaitement insuffisants. Lorsqu'il eut prononcé ces paroles très dures, le Premier remarqua avec satisfaction que tous les yeux de ses collègues allaient de M. Merchiers à M. Behogne et de M. Servais, à M. Lilar, certainement à M. Segers. Il y en eut même pour fixer M. Moureaux.

— Tatata, dit M. Lefèvre, lorsqu'on lui rapporta l'incident. On ne change pas d'attelage au milieu du gué. Et si nous devons sacrifier deux des nôtres sur l'autel congolais, les libéraux n'ont qu'à laisser choir M. Lilar qui présida si mollement la Table Ronde.

Les temps de l'austérité

Le président du P.S.C. songeait-il toujours à son gouvernement P.S.C.-P.S.B. et voulait-il torpiller l'initiative de M. Eyskens ? On ne sait mais brusquement on apprit que les ministres sociaux-chrétiens étaient convoqués au cabinet de M. Eyskens pour y avoir une réunion en présence de M. Lefèvre et des vice-présidents du parti. La réunion se termina par un accord virtuel : il n'était pas question de solliciter l'appui socialiste, seulement de proposer aux libéraux un programme rénové.

Quel programme les libéraux seraient-ils susceptibles d'accepter ? Ils se réunirent plus d'une fois pour en délibérer. Sous l'impulsion sans cesse plus dynamique de M. Vanaudenhove, il semble que les amis politiques de M. Motz aient admis la nécessité, pour le gouvernement belge, d'adopter une politique hardie au point de vue économique, d'une part, sévère au point de vue financier d'autre part. Assainir complètement les secteurs obérés et, uniquement en ce cas, n'accepter de nouveaux impôts qu'à cette condition, telle était la position des libéraux. Si les sociaux-chrétiens, poussés par leurs syndicalistes, venaient à refuser l'assainissement de certains secteurs, les libéraux, pour leur part, rejetteraient les impôts et ce serait la fin du mariage. Il semble que M. Eyskens penche du côté libéral. Dans sa conférence de presse de mercredi, le Premier ministre, s'arrêtant à la situation intérieure belge, déclara :

— La catastrophe congolaise nous contraint à une nouvelle politique. Le Congo représente 5 % de nos exportations et des recettes fiscales de près de deux milliards. La situation commande, de notre part, un assainissement total. Le gouvernement que je préside se refuse à fuir devant les responsabilités. Nous allons vers une politique d'austérité, d'économies et de discipline... Si la majorité actuellement au pouvoir refusait d'appliquer cette politique, il faudra une majorité de rechange. Si celle-ci ne se trouvè pas, je ne sais pas ce qui arrivera...

C'était la première fois qu'un Premier ministre de Belgique prenait ouvertement ses auditeurs pour des adultes, la première fois que le courage politique primait l'électoralisme. M. Eyskens sera-t-il le grand Premier ministre dont la Belgique a besoin en ces heures difficiles ? Si les appareils des partis ne le paralysent pas, si le jeu constitutionnel est respecté et si les libéraux mettent, aujourd'hui, leur intérêt électoral après l'intérêt national, il est clair qu'il existe une chance pour la Belgique de se tirer sans trop de dommage de l'épreuve qu'on lui impose. Les jours qui viennent seront capitaux. Puisse le Premier ministre mettre à profit la situation pour assainir complètement, non seulement les finances du pays, mais aussi le climat politique depuis si longtemps pollué par mille et une pratiques et habitudes qui ne font qu'apporter de l'eau au moulin du fascisme.

Les trains d'automobiles accompagnées

Depuis 1957, la S.N.C.F. offre aux voyageurs, en saison d'été, une nouvelle forme de transport, les trains d'automobiles accompagnées, qui comprennent des voitures-couchettes de 2e classe et des wagons-lits « Double » ou « Touriste » pour les automobilistes, des wagons plats à deux étages pour le transport de leurs voitures.

Un train de ce type, fréquenté surtout par la clientèle britannique, circule chaque été entre Boulogne et Lyon depuis 1957. Un train semblable a été mis en service l'été dernier entre Paris et Avignon. D'autres le seront cet été sur les relations Amsterdam - Liège - Avignon et Zurich - Berne - Avignon.

Ces trains permettent aux automobilistes d'effectuer sans fatigue la plus grande partie de leur voyage tout en gagnant un temps précieux (un jour environ dans chaque sens), puisque le trajet en chemin de fer s'effectue surtout de nuit.

Le tarif du transport de la voiture tient compte des dimensions de celle-ci et donne une prime au voyage aller et retour. Le conducteur de la voiture bénéficie d'une réduction de 75 % sur le plein tarif pour le parcours correspondant.

Tous renseignements à la Société Nationale des Chemins de Fer Français, 25, Boulevard Adolphe Max, Bruxelles. Tél. 17.00.20.

BERGENBIER
la bière de luxe de tradition